

Le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) alerte travailleurs, militants et jeunes de France sur la situation en Guadeloupe.

Voilà plus de deux mois et demi, le 2 septembre, les principales organisations ouvrières et démocratiques de Guadeloupe ont déposé en préfecture une liste précise de trente-deux revendications exprimant les aspirations légitimes des travailleurs et du peuple guadeloupéens, qui vont bien au-delà de la demande légitime d'abrogation de la loi du 5 août et du pass prétendument « sanitaire ». Le 23 septembre à nouveau, les organisations sont allées demander en préfecture qu'on les entende.

Le 29 septembre, le préfet rejetait l'ensemble des propositions et mettait fin à toutes les négociations, expliquent les organisations concernées. Face au refus des autorités françaises de toute négociation sur leurs revendications, les principales organisations syndicales ont décidé d'appeler à une grève générale illimitée à partir du 15 novembre. Grève largement suivie par les travailleurs de nombreux secteurs professionnels et soutenue massivement par la population.

Et à nouveau, comme l'a résumé Maïté Hubert M'Toumo, secrétaire générale de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) sur Guadeloupe-La 1^{re} : « *La seule réponse (de l'État) face aux revendications, c'est toujours la répression, comme en mai 1967**. » Le 19 novembre, le préfet a décrété l'état d'urgence. Le 20 novembre, le ministre de l'Intérieur a envoyé des unités du RAID et du GIGN, utilisées lors d'actes terroristes ou de prises d'otage. Le 22 novembre, une trentaine de manifestants arrêtés sont jugés en comparution immédiate, menacés de lourdes peines. Les organisations ouvrières et démocratiques guadeloupéennes ont raison d'affirmer que « *la détérioration du climat social n'est que le résultat du pourrissement volontairement orchestré par l'État* » (communiqué du 19 novembre).

Aucun travailleur, aucun militant, aucun jeune en France ne peut accepter l'attitude du gouvernement Macron et de ses représentants en Guadeloupe qui refusent obstinément l'appel réitéré à nouveau par Eli Domota au nom des organisations engagées dans la grève, à « *l'ouverture de négociations sur la base des revendications* ». Aucun travailleur, aucun militant, aucun jeune en France ne peut accepter que l'on envoie le RAID et le GIGN contre des travailleurs, des jeunes, des mères de famille qui revendiquent leurs droits légitimes.

Tout travailleur, tout militant, tout jeune de France ne peut que reconnaître ses propres revendications, dans la plate-forme en trente-deux points, de « *l'arrêt des licenciements et des suppressions d'emploi* » et « *l'augmentation généralisée des salaires, des minima sociaux, des allocations chômage et des pensions de retraite* », à l'exigence de « *recrutements de soignants et de personnel dans les hôpitaux* », ou encore de « *recrutements de personnels techniques et encadrant, pour le dédoublement des classes et le respect des mesures sanitaires dans les écoles* ».

Il est donc du devoir du mouvement ouvrier et démocratique, de toute organisation se réclamant des travailleurs, en France :

- **d'exiger l'arrêt de la répression, le retrait du RAID et du GIGN, la libération des emprisonnés ;**
- **d'appuyer l'appel des organisations guadeloupéennes à l'ouverture de véritables négociations sur la base de la plate-forme des trente-deux revendications.**

Le POID exprime sa solidarité inconditionnelle aux travailleurs et au peuple de Guadeloupe, ainsi qu'à leurs organisations. Il répondra à tout appel à manifester cette solidarité.

* En mai 1967, les gendarmes mobiles répriment dans le sang la grève des ouvriers du bâtiment, faisant plus de 80 morts.